

« Saturday Middle East Report »

Panique au Congrès et à l'AIPAC ?

par Franklin P. Lamb*

6 MAI 2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)ONG
● American
Israel Public
Affaires
Committee

Le 13 avril 2011, s'est tenue en urgence une conférence réunie à l'appel de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), à laquelle ont participé plus d'une douzaine de dirigeants parmi les plus incondionnels d'Israël des deux chambres du parlement des Etats-Unis. Leur but était de réfléchir à la meilleure manière de promouvoir Israël pendant la visite du Premier ministre d'Israël Netanyahu aux Etats-Unis le mois prochain, et, surtout, de quelle façon faire face à l'évolution rapide du paysage politique au Moyen Orient. Le consensus étant que personne ne l'avait vu venir et qu'il était dangereux pour Israël.

Panique au Congrès et à l'AIPAC ?

Parmi les participants, d'anciens présidents juifs de commissions importantes, dont les représentants Barney Frank (démocrate/Massachusetts), qui a dirigé la commission des finances ; Henry Waxman (démocrate/Californie), ex-président de la commission Energie et Commerce ; Howard Berman (démocrate/Californie), ex-président de la commission des Affaires étrangères ; et Nita Lowey (démocrate/New-York), ex-présidente du sous-comité des opérations internationales à la commission des services financiers ainsi que Eric Cantor, majority leader à la Chambre des Représentants, le poste le plus élevé au Congrès occupé par un membre juif lobbyiste dans l'histoire.

Les agents de l'AIPAC auraient dit aux congressistes que Netanyahu est une fois de plus furieux contre le président Barack Obama et scandalisé par ce qu'il considère être une attitude hésitante du gouvernement états-unien vis-à-vis des besoins israéliens. On leur a dit que le Premier ministre israélien considère comme un réel danger politique pour Israël le changement de l'opinion publique américaine en faveur des jeunes arabes et musulmans intelligents et séduisants qu'on voit de plus en plus sur les chaînes du satellite depuis une région qui rappelle au public américain ses propres idéaux.

Netanyahu, a-t-on dit aux congressistes, veut que le Congrès bande ses muscles avec la Maison blanche et envoie au Président Obama un message fort que son avenir politique est lié à celui d'Israël. D'où la campagne actuelle lancée par le lobby israélien "L'Amérique a plus que jamais besoin d'Israël, idiot !" qui envahit les ondes radiophoniques.

De plus, tandis que plusieurs dirigeants israéliens sont inculpés pour divers crimes intérieurs, et que certains craignent des arrestations pour des crimes internationaux, 68% de la communauté juive américaine, selon un sondage commandité le

mois dernier par Forward, pensent que le lobby israélien américain est de plus en plus fossilisé, avec des gens vindicatifs comme Abe Foxman, directeur de l'ADL (Anti-Defamation League) et ses conflits internes, et plusieurs des organisations du lobby juif les plus importantes qui continuent de perdre des adhésions, notamment parmi les jeunes.

Le congressiste Eric Cantor a déploré qu'"Israël soit en train de perdre les campus américains", malgré les lourds investissements financiers de ces quelques dernières années pour freiner le soutien croissant des étudiants à Gaza, au Hamas, au Hezbollah et à l'Iran, tous des symboles redoutés de l'opposition grandissante à l'entreprise coloniale sioniste du 19ème siècle. "Le soutien à la Palestine monte en flèche," a-t-il affirmé. "Tant que la Palestine ne sera pas libérée de l'occupation sioniste, aucun arabe ou musulman ne sera vraiment libéré de l'hégémonie occidentale," selon un rédacteur en chef adjoint du bulletin des étudiants de l'Université Harvard, le Crimson.

Plus d'une centaine de membres du personnel de l'AIPAC ont reconnu que le Mossad n'avait pas vu venir les soulèvements tunisien et égyptien, et qu'ils ne savaient pas comment réagir aux sujets présentés à la discussion, dont :

- L'insistance pressante de l'opinion publique égyptienne qui exige la dénonciation des Accords de Camp David de 1978 et l'ouverture du passage de Rafah. Cette dernière vient d'être annoncée et la première devrait être réalisée avant la fin de l'année.
- Le changement de régimes et la montée spectaculaire d'un sentiment anti-Israël exprimé publiquement et la pression pour qu'Israël ferme son ambassade et que l'Égypte annule sa reconnaissance de l'Etat sioniste.
- Le rapprochement apparent entre le Fatah et le Hamas, exigé avec force par les Palestiniens sous occupation et en diaspora.
- ▶ Le fait que le nouveau régime au Caire cherche à revaloriser ses liens avec les dirigeants Hamas de Gaza ainsi qu'avec l'Iran.
- En ce qui concerne le possible rapprochement Autorité palestinienne-Hamas, le porte-parole du Conseil de la sécurité nationale américaine Tommy Vietor essaie de rassurer Israël avant la visite de Netanyahu en annonçant cette semaine que "Les Etats Unis soutiennent la réconciliation palestinienne à condition qu'elle promeuve la cause de la paix, mais pour jouer un rôle constructif pour parvenir à la paix, tout gouvernement palestinien doit renoncer à la violence, respecter les accords passés et reconnaître le droit d'exister d'Israël."

L'AIPAC se heurte fréquemment à l'ambassade israélienne à Washington pour le contrôle de la visite des Premiers ministres israéliens et les calendriers gouvernementaux importants contrôleront ce que dit et fait Netanyahu. Le directeur exécutif de l'AIPAC Howard Kohr a dit récemment à un groupe d'étudiants juifs militants de Californie que "quelquefois, il y a une confusion dans cette ville sur la localisation de l'ambassade israélienne, mais laissez-moi vous assurer qu'elle n'est pas à plus de 300 mètres du Capitole, sur North Capitol Street, NW."

L'AIPAC , et non l'ambassade israélienne, écrira la dernière mouture des discours de Netanyahu, y compris les thèmes sur lesquels il mettra l'accent. Selon une source du Congrès liée à l'AIPAC , la visite de Netanyahu se concentrera sur les points suivants :

- Cogner sur l'Iran pour satisfaire la Maison Blanche. Cependant, ce mantra devra rivaliser avec les révolutions démocratiques qui balayaient le monde arabe et qui ne terrifient pas seulement Netanyahu, mais aussi l'AIPAC et ses mercenaires au Congrès.
- Mettre en garde contre les dangers du "processus de paix" de tout gouvernement d'unité Autorité palestinienne-Hamas.
- Mettre en garde contre les menaces à Israël venant d'Égypte et les appels populaires à dénoncer les Accords de Camp David de 1978, à mettre fin à l'offre et à la fourniture de 40% du gaz naturel d'Israël, à fermer l'ambassade israélienne, les dangers

d'une ouverture permanente du passage frontalier de Rafah et le risque de construire une "dangereuse machine militaire" dans le Nord du Sinâï, selon un responsable israélien parlant sous couvert d'anonymat au Washington Post.

- Le bromure essayé et testé que "Israël n'a pas de partenaire de négociation" sera utilisé, mais cette manoeuvre aussi a perdu de son mordant après que les Documents Palestine aient montré que l'AP a, pendant cinq ans, cédé aux exigences d'Israël et que ses responsables sont largement considérés comme des collaborateurs avec Israël pour avoir préservé le statu quo - alors qu'espérer encore d'eux ? La vérité est que Mahmoud Abbas et Salam Fayyad sont les "partenaires de paix" préférés de Netanyahu, Lieberman et Barak.
- Netanyahu évoquera le sentiment - et l'AIPAC enfoncera le clou - que l'administration Obama a été trop dure avec Israël.

Tandis que Netanyahu a annoncé cette semaine que "J'aurais l'occasion d'exprimer les éléments principaux de la politique diplomatique et de défense d'Israël pendant ma visite aux Etats-Unis", il a informé certaines sources que l'objectif principal de sa visite est de saper une initiative sur laquelle la rumeur dit que l'équipe du Président Obama travaillerait.

Netanyahu, d'après l'AIPAC, envisage aussi d'attaquer le projet des Nations Unies de reconnaître la Palestine et ses bureaux sont en train de préparer une guerre médiatique pour tenter de saper cette reconnaissance en arguant qu'une telle action de la part de l'Assemblée générale ne signifierait pas, en réalité, la souveraineté palestinienne sur la Cisjordanie et Jérusalem Est puisqu'Israël contrôle actuellement ces territoires. L'AIPAC fait valoir qu'une telle reconnaissance de la Palestine par l'ONU ne ferait que réitérer le principe, déjà énoncé par l'ONU, qui nie la légitimité de la revendication d'Israël sur les territoires acquis par la force lors de la guerre de juin 1967.

En réalité, et l'AIPAC le sait très bien, la reconnaissance de la Palestine par l'ONU aurait un effet dévastateur sur la légitimité d'Israël et alimenterait une campagne internationale pour obliger tous les colons à quitter la Cisjordanie. Etant donné les sentiments de la quasi-totalité des peuples du Moyen Orient et d'Afrique du Nord envers Israël, elle pourrait nuire considérablement à l'Etat d'apartheid. L'AIPAC et les agents d'Israël au Congrès ignorent aussi le fait que les Nations Unies sont le seul organe international qui ait admis Israël en tant qu'Etat-membre en mai 1949, bien que la résolution ait noté un lien entre la reconnaissance d'Israël et la mise en œuvre de la résolution 181 de novembre 1947, qui appelait au partage de ce qui avait été la Palestine sous mandat britannique en deux Etats juif et arabe séparés.

La raison de l'angoisse intense et même de la peur qui ont saisi les deux Chambres du Congrès et l'AIPAC est que Netanyahu rappelle à ses hôtes, dans les jours prochains, que dans un lieu où Israël s'est toujours considéré comme "chez lui", quelques officiels nord-américains commencent à exprimer des pensées trahissantes qu'ils gardaient en eux-mêmes depuis longtemps.

Une autre déclaration tout aussi choquante a été faite à une délégation de l'Orégon pendant une visite récente aux bureaux du Congrès par un congressiste peu coutumier de critiques publiques d'Israël. Comme rapporté par e-mail : "Il a dit que les événements récents suggéraient que même si [les révolutions qui se répandent à travers le Moyen-Orient] ne représentaient pas la fin immédiate de l'Etat d'Israël, il pense qu'elles en sont les signes avant-coureurs et donnent le signal du "début de la fin de l'Etat d'Israël tel que nous l'avons connu. Et que ce sera bon pour l'Amérique et pour l'humanité."

"Ce qui semble l'avoir particulièrement perturbé et qu'il a mentionné lui-même au groupe, c'est un article récent sur une

conférence de rabbins en Israël qui exigent l'expulsion des non-Juifs, en particulier des Palestiniens, de Palestine occupée pour maintenir "la pureté ethnique et religieuse du peuple d'Israël."

Il a cité Dov Lior, le rabbin de Kiryat Arba, une colonie illégale près d'Al-Khalil (Hébron), qui, selon des reportages, a tenu une conférence organisée pour discuter de la manière d'arriver à ce que les non-Juifs en Palestine mandataire quittent le pays au bénéfice d'immigrants juifs n'ayant aucune racine en Palestine : "Aujourd'hui, il y a beaucoup de terre en Arabie Saoudite et en Libye aussi. Il y a beaucoup de terre dans d'autres endroits. Envoyons-les là-bas."

Comme nous le rappelle le spécialiste Khalid Amayreh, c'est Lior qui, en 1994, a fait les louanges du terroriste par excellence Baruch Goldstein pour le massacre de 29 fidèles arabes dans la Mosquée Ibrahim, au centre d'Hébron, a dit que la paix en Terre Sainte était hors de question parce que les Arabes ne laisseraient pas les Juifs usurper la terre.

En attendant, une large coalition d'organisations pour la paix et pro-palestiniennes regroupées sous le nom de *Move Over AIPAC* (Aipac pousse-toi), est en train de préparer une réception américaine nouvelle et différente au Premier ministre israélien.

voltaire sharethis



Franklin P. Lamb

Conseiller juridique de la Fondation Sabra et Chatila. Ancien conseiller de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants des Etats-Unis et professeur de droit international au Northwestern College (Oregon).

Les articles de cet auteur

Envoyer un message

Source **Al-Manar (Liban)**

Les articles de cet auteur